ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2447)

Retiré

AMENDEMENT

N ° SPE1492

présenté par

M. Brottes

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 29, insérer l'article suivant:**

Avant le 31 décembre 2015, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'utilisation des procédures de suspension d'enquête publique et d'enquête publique complémentaire prévues par l'article L. 123-14 du code de l'environnement.

EXPOSÉ SOMMAIRE

En réécrivant la procédure d'enquête publique [relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement](#), la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a prévu deux options particulières :

Lorsque le maître d'ouvrage, confronté à des récriminations nombreuses, souhaite apporter des modifications *substantielles* à son projet, il peut demander une *suspension* de l'enquête publique, pour une durée inférieure à 6 mois.

–Lorsque le maître d'ouvrage, ayant pris en compte les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, souhaite apporter des *changements qui modifient l'économie générale* de son projet, il peut demander l'organisation d'une enquête publique *complémentaire*.

Les obligations reposant sur le maître d'ouvrage sont donc soumises à l'appréciation des notions de «modification substantielle» ou de «changement modifiant l'économie générale du projet» par le juge, ce qui génère des incertitudes importantes. Le présent amendement demande au Gouvernement la rédaction d'un rapport sur l'utilisation de ces dispositions.